

Paris, le 16 octobre 2020

Atteintes aux symboles de la République

150 maires mobilisés devant le commissariat de Champigny-sur-Marne

Les élus d'Ile-de-France ont massivement répondu à l'appel de l'AMIF et du maire de Champigny-sur-Marne et se sont retrouvés jeudi après-midi devant le commissariat de la ville pour exprimer leur ras-le-bol et leurs inquiétudes face à la multiplication des attaques contre les symboles de la République. 150 élus, écharpes en bandoulière, venus de toute l'Ile-de-France, de toutes les sensibilités politiques, étaient présents pour dénoncer et condamner les récentes atteintes aux forces de l'ordre.

Laurent Jeanne, maire de Champigny-sur-Marne, a regretté en premier lieu que le quartier et ses habitants aient été une nouvelle fois stigmatisés à l'occasion de l'attaque du commissariat. « *Il se passe de belles choses dans ce quartier (...) et notre engagement d' élu est d'être au plus proche de ceux qui en ont le plus besoin (...) si nous sommes à portée d'engueulade, nous portons aussi des projets pour ces quartiers et nous ne les abandonnerons jamais.* »

Rappelant que les forces de l'ordre avaient été attaquées de façon honteuse, il a remercié tous les élus présents, « *nous sommes tous réunis ici pour soutenir et rendre hommage au travail de la police* » puis il a insisté sur la nécessité pour la République d'être présente dans tous nos quartiers. »

Stéphane Beudet, Président de l'AMIF, a salué la symbolique du moment grâce à la présence d'élus venus de toute l'Ile-de-France et représentant toutes les sensibilités, « *nous vivons tous le même quotidien et devons affronter les mêmes difficultés.* »

Constatant que de nombreuses choses se délitent dans notre société, « *aujourd'hui on agresse des infirmières, on dresse des guet-apens aux pompiers, on insulte et on frappe les enseignants, les policiers et les élus. Il a longtemps été dit que les élus étaient à portée de baffes pour signifier leur proximité avec le terrain, mais aujourd'hui, ils les prennent de façon très concrète. Il était temps que l'on se rassemble pour dire à nos populations que nous sommes là et que nous ne céderons pas. Il y a des quartiers qui souffrent et qui ont besoin de notre soutien. (...) cassons cette image négative car ici aussi, on crée la France de demain.* »

Évoquant la récente décision du gouvernement d'imposer un couvre-feu, notamment en Ile-de-France, le président de l'AMIF s'est interrogé, « *qui va le faire appliquer et qui va le mettre en œuvre sinon les élus locaux avec leur polices municipales et la police nationale ? A chaque fois que le pays est en crise, ce sont les élus locaux qui assurent le rôle d'amortisseur social. Le cri du cœur que nous poussons ici tous*

ensemble, c'est que nous sommes aux côtés de nos forces de l'ordre, de nos enseignants, de nos pompiers, de nos soignants et surtout de nos habitants. »

Valérie Péresse, était à leur côté pour exprimer son soutien et assurer que « la peur devait changer de camp ! Ce n'est plus à nos policiers d'avoir peur, à nos pompiers, à nos médecins, à nos enseignants, à nos maires et certainement pas aux habitants. Dans nos quartiers, il y a de l'énergie, il y a des talents, il y a du potentiel et nous ne laisserons pas tomber les quartiers populaires, nous ne les laisserons pas être gangrénés par des bandes (...) nous sommes là pour défendre les populations les plus fragiles et qui n'ont pas d'autres porte-voix que vous les maires. Continuez d'être là et de vous engager. »

Contact presse : Graziella Riou – griou@amif.asso.fr – 06 14 42 25 70